

Joseph MARTRAY (Lamballe, 1914 - Rennes, 2009)

Joseph Martray était né à Lamballe le 14 mai 1914, rue Calmette, où ses parents tenaient, au rez-de-chaussée, une quincaillerie droguerie. Son père avait aussi une petite entreprise de plâtrerie. Joseph eut deux frères et c'est l'aîné qui prit la suite dans l'affaire familiale. Joseph Martray fit ses études primaires au Sacré Cœur de Lamballe, puis passa cinq années aux Cordeliers, à Dinan, où il acquit une bonne formation classique. Remarqué de bonne heure par ses maîtres pour ses capacités intellectuelles, il apparut aussi comme un adolescent très entier, doté d'un fameux caractère et un peu rebelle. Il eut d'abord le projet de devenir enseignant et rêva de faire Normale Sup. Il fut vivement encouragé à poursuivre des études supérieures par Henri Avril (1888-1949), député républicain des Côtes-du-Nord de 1919 à 1924, homme de gauche et laïc, et ensuite directeur de l'Ecole primaire supérieure de Lamballe. "C'est la personnalité qui m'a le plus marqué", devait-il dire bien des années après.

Joseph Martray fit des études supérieures de lettres à l'Université de Rennes, où il eut comme condisciple Pierre Hélias. C'est le contact avec le futur auteur du *Cheval d'orgueil* et d'autres étudiants originaires du pays bretonnant, qui lui fit prendre conscience de l'identité bretonne. Leur amitié fut profonde, même s'ils avaient l'un et l'autre des sensibilités bien différentes : "Lui était plutôt ouvert à l'aspect culturel des choses, moi, je m'intéressais davantage à la dimension politique". C'est à partir de cette époque qu'il décida de lutter pour une profonde réforme de la France, qui redonnerait de vrais pouvoirs et de vrais moyens aux régions. Joseph Martray se prit aussi de passion alors pour trois grands écrivains de Bretagne : Félicité de Lamennais, Ernest Renan et François-René de Chateaubriand et il caressa même longtemps le projet de leur consacrer un livre.

Dès qu'il eut obtenu sa licence, il se présenta à un concours administratif pour ne plus être à la charge de sa famille et il devint rédacteur dans l'administration préfectorale en 1938, d'abord à Orléans, mais il réussit bien vite à être muté à Saint-Brieuc. Là, il sympathisa bientôt avec un écrivain, de quinze ans son aîné, Louis Guilloux, qui avait été tenté un moment par le communisme, mais qui s'en était éloigné à la suite d'un voyage en URSS (avec André Gide). Louis Guilloux mettait alors toute son énergie dans l'aide aux Républicains espagnols réfugiés en Bretagne. Joseph Martray créa avec lui une Maison de la culture bretonne à Saint-Brieuc.

En 1942, Henri Avril qui avait en lui une très grande confiance, le mit en contact avec Henri Frénay, qui avait rencontré Jean Moulin et qui venait de plonger aussi dans la clandestinité. Henri Frénay s'efforçait de mettre sur pied des réseaux dans la France occupée et Joseph Martray l'aida à entrer en contact avec des personnes sûres, notamment des officiers de réserve, avec lesquels créer de futurs réseaux de résistance dans les Côtes-du-Nord. Joseph Martray adhéra lui-même quelques mois plus tard au réseau "Défense de la France", membre du MLN, réseau dirigé dans le secteur par un instituteur public en poste à Landivisiau, Georges Michel Thomas (futur responsable FFI).

Devenu, un peu malgré lui, président de l'Union Folklorique de Bretagne, Joseph Martray fut appelé avec d'autres personnalités bretonnes très diverses à faire partie du Comité Consulatif de Bretagne créé par le préfet régional Quenette en octobre 1942, comité dans lequel certains ont vu une préfiguration des futures institutions régionales (Lorrain et profondément patriote, Jean Quénette devait plus tard être destitué par le pouvoir de Vichy et entrer lui-même en résistance).

En 1942, Yann Fouéré, avec l'appui financier d'industriels bretons, avait pris le contrôle du journal *La Dépêche* à Morlaix. En novembre 1943, connaissant les convictions bretonnes et la

grande aisance rédactionnelle de Joseph Martray, il fit appel à lui pour en être le rédacteur en chef, fonction que celui-ci allait occuper durant six mois avec l'accord des chefs de son réseau de résistance. Sous le pseudonyme de M. Mauguet-Martin, Joseph Martray ne cessa de dénoncer avec ironie les conceptions réactionnaires du gouvernement du maréchal Pétain et à traiter sa politique de retour aux provinces de "faux régionalisme". Joseph Martray, en revanche, ne collabora jamais à l'hebdomadaire de Yann Fouéré *La Bretagne* (contrairement à ce qui a parfois été écrit). "J'ai pris mes fonctions le 1er décembre 1943 et j'ai tout de suite rencontré la sympathie et souvent le concours d'une grande partie de la rédaction. En particulier, chacun comprit qu'il fallait me signaler toute demande de publication de photographie de résistant que je faisais détruire immédiatement". Le 6 juin 1944, premier jour du débarquement allié, Joseph Martray reçut l'ordre du lieutenant-colonel Cadalen, membre de son réseau, de quitter son poste à *La Dépêche* et passa dans la clandestinité rejoignant le maquis de Landéhen. Quelques semaines plus tard, il eut à assurer l'évacuation et la mise en sûreté de deux aviateurs américains tombés en juillet.

À la Libération, il ne renonça nullement à ses idées bretonnes. Ayant dû passer devant une chambre civique comme tous ceux qui avaient exercé des responsabilités dans des journaux parus pendant la période d'occupation, il en sortit avec un non-lieu assorti d'un éloge appuyé pour le rôle très utile qu'il avait joué pendant les six mois passés à la tête de la rédaction de *La Dépêche*. Il succéda en 1945 à Pierre Hélias au poste de rédacteur en chef de *Vent d'Ouest*, le journal du Mouvement de Libération Nationale, et resta à ce poste durant près de deux ans, collaborant alors étroitement avec Henri Frénay. À la même époque, il fonda l'Union des Fédéralistes de Bretagne et participa aussi à la création de l'Union Fédéraliste des Communautés Européennes (UFCE). Dès octobre 1947, il lança une revue intitulée *Le Peuple breton* pour faire avancer l'idée du fédéralisme européen et de la régionalisation de la France. Dans cet esprit, il publia en 1947 un livre prémonitoire *Le Problème breton et la réforme de la France* (La Baule, Editions de Bretagne) qui parut presque simultanément avec *Paris et le désert français* de Jean-François Gravier. En 1948, à la suite d'une commande du gouvernement basque en exil, il fit paraître un second livre : *Euskadi* (Paris, Robert Wolney). A partir de 1949, il commença à œuvrer pour la création d'un comité dont l'objectif serait de fédérer toutes les forces économiques, politiques et sociales de Bretagne pour son développement économique. A la suite d'un banquet organisé à Paris le 10 mai 1950, il fut décidé d'organiser une assemblée générale constitutive à l'Hôtel de Ville de Quimper le 22 juillet 1950, dans le cadre des Fêtes de Cornouaille, et c'est ainsi que fut créé un "comité de liaison des intérêts bretons". Il fut décidé quelques semaines plus tard de lancer à partir du 1er décembre un mensuel : *La Vie bretonne*. Le CELIB était né. L'année suivante, René Pleven, grande figure de la France Libre aux côtés du général de Gaulle, acceptait d'en prendre la présidence, mandat qu'il devait conserver jusqu'en 1973. Joseph Martray en fut pendant de nombreuses années l'infatigable secrétaire général, puis le vice-président délégué. Pendant 20 ans, il multiplia les initiatives pour promouvoir le développement économique de la Bretagne et la prise en mains par les Bretons de leur avenir. Il créa le comité de propagande et de promotion des produits bretons gérant la marque "Bretagne", oeuvra pour la création d'une antenne de la Bretagne dans la capitale anglaise, le Centre Breton de Londres, puis pour la création du Centre Elysées Bretagne à Paris. Il joua un rôle discret mais très efficace pour l'implantation de nombreuses entreprises en Bretagne, en particulier pour inciter Pierre Bercot, le patron de Citroën (qui avait des attaches à Kergrist-Moëlou), à installer une usine dans la région de Rennes... En 1964, il devint membre de la Commission de développement économique régional (Coder), créée auprès du préfet d'Ille-et-Vilaine, puis en 1974 et jusqu'en 1983, il devint membre du Comité économique et social régional. En 1970, après l'échec du référendum de 1969 sur la réforme régionale et le départ du général de Gaulle, il fit paraître un nouveau livre : *La Région pour un Etat moderne* (Paris, France-Empire) et il

participa aussi à la création du Mouvement National pour la Réforme régionale et la décentralisation, pour relancer l'idée régionale en France. Le 5 juillet 1972, le Parlement allait de fait adopter une loi recréant des régions en France.

À la demande du

président René Pleven qui tenait à ce que la Bretagne, première région maritime française, y soit représentée, Joseph Martray fit partie de la délégation française aux rencontres des Nations Unies sur le droit de la mer à Caracas durant l'été 1974. Il fut aussi nommé membre du Conseil économique et social national et s'y fit connaître comme un éminent spécialiste des problèmes de la mer; dans ce cadre, il publia deux rapports importants : *La Protection et l'exploitation des océans et des fonds sous-marins* (Paris, 1974) et *L'Avenir des pêches maritimes françaises* (Paris, 1976). En 1977, il fit encore paraître un livre : *A qui appartient l'océan ?* (Paris, EMOM). Devenu vice-président de l'Institut français de la mer, il dirigea pendant plusieurs années la rédaction de sa revue, la *Nouvelle Revue Maritime*. Ayant décidé de se retirer en Bretagne, il vint habiter à Pornichet et il y créa en 1990 l'association Éclat (Etude et Connaissance du Littoral Atlantique), mais la santé de son épouse l'obligea à aller s'établir à Nantes où il ne tarda pas à créer une antenne très active de l'Institut français de la mer et où il fonda, avec le professeur André Vigarié de l'Université de Nantes, le Cedim (Centre européen de documentation et d'information sur la mer). Toujours extrêmement actif, il écrivit dans cette période plusieurs livres importants : *20 ans qui transformèrent la Bretagne. L'épopée du CELIB (22 juillet 1950-2 février 1969)*, *La Bretagne dans la Révolution française : une passion déçue* (France-Empire, 1985), *La Destruction de la marine française par la Révolution* (France-Empire, 1988) et *Nous qui sommes d'Atlantique* (Terre de brume, 1991). Établi après la mort de son épouse à Rennes à partir de juin 2000, il continua d'être très actif intellectuellement donnant ainsi chaque mois un article de fond au mensuel *Armor Magazine* pendant des années. En mai 2001, il fit paraître un essai, écrit en collaboration avec Jean Ollivro, fils d'Edouard Ollivro : *La Bretagne au coeur du monde nouveau*, puis un autre, en janvier 2002, toujours avec Jean Ollivro : *La Bretagne réunifiée, une véritable région européenne ouverte sur le monde*. Puis en 2002, il fit paraître, seul, un dernier livre : *Le tournant : la mondialisation, une chance pour la Bretagne* chez Coop Breizh.

Joseph Martray qui était membre de l'Association Bretonne depuis de nombreuses années, était officier de la légion d'honneur, commandeur de l'Ordre national du mérite et titulaire du collier de l'Hermine.

Il s'est éteint à Rennes le 1er juin 2009 et ses funérailles, auxquelles assistaient le président du Conseil régional, M. Jean-Yves Le Drian, ancien ministre et d'autres personnalités, ont été célébrées à Rennes le 4 juin.